



# **Atelier de co-production sur les instruments politiques d'accompagnement des pratiques agricoles intelligentes face au climat (ou pratiques agroécologiques) autour des aires protégées à Madagascar**

**08 avril 2022, Résidence Ankerana, Antananarivo**

**O. Sarobidy Rakotonarivo<sup>1</sup>, ..., Tahina S. Raharison<sup>2</sup>, ....**

<sup>1</sup>École Supérieure des Sciences Agronomiques, Université d'Antananarivo, Madagascar,

<sup>2</sup>Consultant National en Agroécologie et AIC, Antananarivo, Madagascar

...

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Résumé exécutif</b> .....	<b>1</b>
<b>2</b>	<b>Objectifs de l'atelier</b> .....	<b>3</b>
<b>3</b>	<b>Déroulement de l'atelier</b> .....	<b>3</b>
3.1	Format de l'atelier .....	3
3.2	Programme de l'atelier .....	4
3.3	Sessions .....	5
3.3.1	Session 1 : Situation actuelle des pratiques AIC / agroécologiques à Madagascar, et perceptions paysannes sur les obstacles et catalyseurs de ces pratiques .....	5
3.3.2	Session 2 : Travaux de groupe « Fishbone diagram » .....	9
3.3.3	Session 3 : Les différents instruments politiques d'accompagnement de l'agroécologie / AIC potentiels pour les communautés riveraines des aires protégées à Madagascar .....	11
3.3.4	Session 4 : Travaux de groupe 2 : Cartographie conceptuelle : Evaluation des différents instruments politiques d'accompagnement de l'Agroécologie/AIC .....	13
3.3.5	Session 5 : Remarques et points de vue pour conclure l'Atelier .....	14
<b>4</b>	<b>Evaluation et Recommandations</b> .....	<b>15</b>
<b>5</b>	<b>Bibliographie</b> .....	<b>16</b>
<b>6</b>	<b>Annexe</b> .....	<b>17</b>

# 1 Résumé exécutif

Xxxx

**(Planches de Photos)**

## 2 Objectifs de l'atelier

L'atelier a comme objectifs de :

- (i) Décrire l'état de la pratique de l'AIC/agroécologie à Madagascar, notamment axée sur les communautés autour des aires protégées, comprendre les perceptions locales, et co-identifier les catalyseurs et facteurs de blocage à leur adoption,
- (ii) Échanger des expériences et co-développer des réflexions sur les instruments politiques pour soutenir la transition agroécologique des communautés rurales autour des aires protégées,
- (iii) Alimenter la stratégie nationale de mise à l'échelle de l'adoption des pratiques AIC/agroécologiques à Madagascar et favoriser une approche intersectorielle et coordonnée des différentes initiatives sur le domaine.

## 3 Déroulement de l'atelier

### 3.1 Format de l'atelier

L'Atelier a été mené dans un esprit de partage et de discussions participatives, respectant l'équité et l'égalité de genre. Afin de permettre un partage enrichissant et utile pour les divers acteurs, diverses thématiques ont été soulevées lors de l'atelier dont : (i) l'évolution des pratiques AIC et AE à Madagascar et dans les zones autour des aires protégées ; (ii) les perceptions paysannes sur la base des informations collectées par les organisateurs et des résultats de certaines expériences d'accompagnement de l'AIC et AE ; (iii) les retours d'expériences des acteurs dans le domaine de la protection des aires protégées et de l'accompagnement des ménages et communautés pour la sécurité alimentaire ; iv) les mesures politiques et les mécanismes d'accompagnement pour le développement des pratiques AIC et AE ; (v) les évaluations de certaines mesures politiques par les acteurs et tenant compte de leurs expériences ; vi) les critères d'évaluation de ces mesures politiques.

Les partages se sont réalisés en deux temps.

- Au début de l'Atelier, une séance de mise en contexte autour de l'initiative ARA et sur les objectifs et les approches pour la conduite de l'Atelier a été menée par les organisateurs
- Au début de chaque session, une séance de partage des expériences à Madagascar en général, puis dans l'accompagnement autour des aires protégées et sur quelques retours d'expériences de terrain a été effectuée par les organisateurs.
- Ensuite, les partages ont été effectués à travers des discussions plénières et des travaux de groupe. Pour cela, divers formats ont été utilisés à savoir (i) les discussions en plénières, (ii) les débats entre groupes restreints ; (iv) les présentations des résultats des échanges entre groupes.

Plus d'une quarantaine (? cf fiche de présence) de participants représentant des acteurs clés de la conservation, la restauration et le développement y ont participé.

#### Tableau 1 : Les participants

Liste des participants ci-dessous (à remplacer par le tableau suivant la liste de présence)

- Autorités gouvernementales : MEDD, MINAE, DREDD, DRAE, MATSF
- Universités et centres de recherche : ESSA, CIRAD, FOFIFA, FIFAMANOR, Universités au Royaume Uni, GSDM, LRI, etc.
- Organismes de conservation et de développement : Impact Madagascar, Durrell, CI, WWF, WCS, MBG, Kew Madagascar, Madagasikara Voakajy, Money for Madagascar, SAF FJKM, MNP, ONG Tosika, Research and Development Without Borders Cameroun, etc.

- Associations et représentants des communautés rurales (incluant celles riveraines des aires protégées) : VOI, Tafo Mihaavo, Maison familiale rurale, Ecovillages Madagascar, etc.
- Projets et acteurs de développement rural et agricole : AD2M, AGRISUD, BIMTT, Aga Khan, PLAE, GRET, ANAE, etc.
- Partenaires financiers et techniques : BMZ/GIZ, AFD, World Bank Group, FAO, UE, etc.

### 3.2 Programme de l'atelier

Heure	Programme
08h00	Accueil des participants
08h30-08h-45	Discours d'ouverture : <i>Facilitateur et Autorités présentes</i>
08h45-09h00	Présentation de l'initiative ARA et objectifs de l'atelier ( <i>présentation par Sarobidy Rakotonarivo, ESSA-Forets</i> )
09h00-09h15	<b>1/ Comment se présente la situation actuelle des pratiques AIC / agroécologiques à Madagascar ?</b> ( <i>Présentation par Tahina Raharison, Consultant national en AIC</i> )
09h15-09h30	<b>2/ Les perceptions paysannes sur les obstacles et catalyseurs de ces pratiques</b> ( <i>Présentation par Laura Fehizoro, ESSA-Forets</i> )
09h30-09h45	Questions / réponses
09h45-10h30	<b>Travaux de groupe 1:</b> « Fishbone diagram » : Partage sur les différentes expériences d'introduction des pratiques AIC/agroécologiques à Madagascar autour des aires protégées : obstacles et catalyseurs à leur adoption.
10h30-10h45	Pause
10h45-11h30	Restitution des discussions en groupe et réflexions
11h30-12h	<b>3/ Quels sont les différents instruments politiques d'accompagnement de l'agroécologie / AIC auprès des communautés riveraines des aires protégées à Madagascar ?</b> ( <i>Présentation par Tahina Raharison et questions / réponses</i> )
12h-13h00	Pause déjeuner
13h00-13h30	<b>Travaux de groupe 2 :</b> Cartographie conceptuelle : Évaluation des différents instruments politiques d'accompagnement de l'agroécologie / AIC dans différentes zones d'intervention à Madagascar (surtout ceux initiés par les acteurs de la conservation au sein des aires protégées) et les différents critères déterminant leur réussite.
13h30-13h40	Restitution des discussions en groupe et réflexions
13h40-14h30	<b>Travaux de groupe 3 :</b> Outil de décision multicritère sur les différents instruments politiques
14h30-15h00	Restitution des discussions en groupe et réflexions
15h00-15h30	Synthèse finale et perspectives d'avenir
15h30	Clôture

### 3.3 Sessions

#### 3.3.1 Session 1 : Situation actuelle des pratiques AIC / agroécologiques à Madagascar, et perceptions paysannes sur les obstacles et catalyseurs de ces pratiques

Cette section a été composée des parties suivantes :

- **Présentations par les organisateurs :**

- A. Comment se présente la situation actuelle des pratiques AIC / agroécologiques à Madagascar ?  
(Présentation par Tahina Raharison, Consultant national en AIC)

Cette présentation constitue une mise en contexte pour les participants sur l'accompagnement des pratiques AIC et/ou agroécologiques à Madagascar. Dans ce cadre, quelques définitions de cadrage ont été données pour les termes et certains concepts qui peuvent prêter à confusion, repris ci-dessous car important pour les acteurs :

- Le concept Agriculture Intelligente face au Climat (AIC) ou « Climate Smart Agriculture », selon la FAO (2013) est une agriculture qui : i) augmente durablement la productivité agricole et les revenus, ii) qui renforce la résilience au changement climatique et à la variabilité, iii) qui réduit la contribution de l'agriculture au changement climatique.
- L'agroécologie n'a pas de définition universelle mais il y a plusieurs définitions (évolutives) ... Options techniques pour parvenir à une agriculture durable (Altieri, 1983 ; Altieri and Nicholls, 2005 ; Wezel et al., 2009), ... Application de l'écologie à l'étude, à la conception et à la gestion des agroécosystèmes durables (Altieri, 2000 ; Gliessman, 2006)... Pratiques résilientes face à la crise environnementale, à la crise de la biodiversité et à la crise énergétique (Altieri, 2011) ... Science, mouvement social et pratiques agricoles (Wezel et al., 2009)... Application des concepts et principes de l'écologie pour la conception et la gestion du système alimentaire durable (Francis et al., 2003 ; Gliessman, 2007)... Défi des mouvements sociaux pour la souveraineté alimentaire (Holt-Giménez, 2010) ...
- L'AIC dans leurs applications à Madagascar correspondent aux pratiques AE (GSDM, 2016) et regroupent l'Agriculture de Conservation (AC), l'agroforesterie et reboisement, l'intégration agriculture-élevage, la gestion des matières organiques, la gestion intégrée des pestes et ravageurs, l'utilisations des plantes rustiques et adaptées aux milieux, la gestion du paysage (embocagement, haie vive) ...
- L'Agriculture de Conservation ou SCV - Semis direct sur couvertures Végétaux (partie intégrante de l'AIC/AE) est un ensemble de techniques reposant sur trois piliers (FAO, 2008) : i) Minimum de perturbation des sols ; ii) Couverture permanente du sol avec des résidus de culture et/ou plantes de couverture ; iii) Diversification de cultures (rotations, associations, plantes de services)

Cette présentation a également donné brièvement un historique de l'évolution de l'accompagnement à Madagascar en lien aux évolutions des dynamiques internationales, des cadrages politiques et des thématiques d'intervention intégrant l'AE/AIC.

Ensuite, cette présentation a donné deux expériences d'accompagnement pratique dont des pratiques adaptées aux contextes de l'Androy (une région très vulnérable au changement climatique et à l'insécurité alimentaire), et aussi une expérience de pratiques autour des aires protégées dans les hautes terres du Nord (Andapa).

Enfin, la présentation a évoqué le constat de difficultés de mise à l'échelle et a pointé plus spécifiquement, au-delà des difficultés au niveau des agriculteurs, des faibles prises en compte dans les politiques publiques et notamment des verrouillages institutionnels en lien à la sectorisation des politiques publiques et des cloisonnements des acteurs :

- **Sectorisation des politiques publiques :**
  - Les politiques de développement agricole et rural (pilotées par le MINAE) s'orientent autour des visions spécifiques de productivisme, de modernisation agricole, des chaînes de valeur liées au marché, de l'agrobusiness... et ciblent très souvent les grandes

exploitations et les entrepreneurs agricoles. Les visions sont en grande partie économiques. L'AIC/ Agroécologie et plus intégrée dans la gestion des ressources sols et protection des bassins versants (problématiques d'érosion). L'AIC/AE n'est pas encore bien considérée comme solution pour l'augmentation de la productivité (place importante de la révolution verte, et des grandes exploitations) et n'est pas suffisamment intégrée dans les chaînes de valeurs.

- Les politiques de sécurité alimentaire/nutritionnelle – GRC/RRC (pilotées en grande partie par la Primature, mais aussi par le MINAE) ont comme vision la sécurité alimentaire-nutritionnelle, la résilience, l'accès en alimentation et en vivres... et ciblent principalement les ménages vulnérables (dans les zones vulnérables). Les visions sont en grande partie sociales en se focalisant sur les actions d'urgences. L'AIC/ AE a émergé via les ONG internationales avec des expériences pour la sécurité alimentaire dans le Sud, pour la GRC/RRC dans le Sud Est. L'AIC/AE est de plus en plus reconnue pour accroître la résilience des ménages agricoles et renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; mais elle n'est pas intégrée dans les chaînes de valeurs et dans des réflexions de protection environnementale.
- Les Politiques environnementales les Conventions des Nations Unies (CC, biodiversité, lutte contre la désertification) (pilotées par le MEDD) d'orientent autour des visions de protection de l'environnement, de l'écologie et des ressources naturelles, et traitent davantage les paysages forestiers... Les principales cibles sont les ménages et les communautés (autour des Aires protégées). L'agriculture vue comme destructrice de la forêt (pratique de TAVY). Les visions sont en grande partie écologiques. L'AIC/ AE a émergé via les bailleurs internationaux (FFEM) et/ou réfléchies dans les grandes conventions internationales. Les expériences développées sont en accompagnement à la protection des Aires protégées. L'AE comme moyen d'adaptation et/ou d'atténuation est de plus en plus reconnue après l'accord de Paris en 2015. Actuellement, dans la majorité des cas, l'AIC/AE n'est pas intégrée dans les chaînes de valeurs. Les dispositifs et instruments potentiels pour le développement de l'AIC/AE sont fortement axés sur la conservation de la forêt et la biodiversité sauvage (PSE, REDD++, Fond vert pour le climat, ...).
- Le verrouillage institutionnel se fait notamment par : i) l'installation des dispositifs institutionnels spécifiques à chaque secteur et la difficulté de s'en passer avec le coût d'installation important de ces dispositifs (au travers de grands projets successifs), ii) les effets d'apprentissages des acteurs (tendances à partir des mêmes visions), iii) les effets de coordination (Organisations - structuration des acteurs, les dispositifs d'accompagnement et de financement spécifiques à chaque secteur, les spécialisations des acteurs (ONG, Consultants, ...), les organisations en zones d'intervention conduisant aussi à des verrouillages territoriaux c'est-à-dire des visions spécifiques qui arrivent aux individus/ménages/communautés sont celles des secteurs qui dominent dans leurs zones respectives.
- Cloisonnement des acteurs du système d'innovation : Politiques publiques (en lien à la sectorisation citée ci-dessus), Recherche-éducation/formation, acteurs relais et projets/ programmes cloisonnés aussi suivant les secteurs, les lignes de financement (orientation des bailleurs/PTF) et les thématiques d'intervention limitant ainsi le partage des acquis, la mobilisation commune des mesures politiques et des mécanismes mis en œuvre par chaque acteur et/ou réseau d'acteurs, la valorisation mutuelle des dispositifs mis en place, ... et les acteurs de la chaîne de valeur (secteur privé) très faiblement intégrés dans l'accompagnement de l'AIC/AE.

B. Les perceptions paysannes sur les obstacles et catalyseurs de ces pratiques (Présentation par Laura Fehizoro, ESSA-Forets)

Plusieurs études ont déjà été effectués sur les principaux catalyseurs et obstacles de l'adoption des paysans des pratiques AIC/agroécologiques. La seconde présentation de cet atelier est alors issue des différents ouvrages déjà effectués sur l'agroécologie, ainsi que des observations directes sur terrain. Selon

les points de vue des paysans, les facteurs essentiels qui les motivent aux pratiques AIC/agroécologiques du point de vue technique sont quand les systèmes introduits répondent aux problématiques de la zone, la facilité des méthodes, l'existence des formations, des suivis et des conseils réguliers, et l'augmentation de la production. Au niveau socio-économique, les paysans sont motivés et persistent à utiliser la technique quand ils ont accès à de grandes exploitations agricoles (une grande surface agricole) car ils sont prêts à prendre des risques. Il a également été observé que l'existence d'un leader qui influence les paysans est un moyen très rapide de convaincre les paysans de l'utilisation de l'agroécologie. L'environnement de production de l'amont à l'aval doit également être assuré : en amont la facilitation de l'accès aux semences (assuré par le projet d'accompagnement), aux outils, aux financements ; et en aval : l'existence de marché pour les produits (ex : CODAL forme les paysans pour l'AB et achète les produits bio). Mais encore, la distribution de support plus illustré ainsi que l'intégration du secteur privé au niveau institutionnel motivent l'adoption de l'AIC car cela crée un marché.

De l'autre côté, les obstacles au niveau technique de l'adoption de l'AIC est la non-maitrise des techniques par les paysans car les techniques nécessitent des savoir-faire particuliers qui s'avèrent être parfois compliqué et difficile à comprendre par les paysans. Puis, l'accompagnement est souvent de courte durée car les projets ont une durée limitée et les paysans abandonnent les pratiques dès la fin du projet. Il existe également les contraintes naturelles telles que les contraintes pédoclimatiques du milieu, par exemple l'insuffisance de l'eau qui empêche de cultiver tout au long de l'année ou des sols trop sableux qui démotivent les paysans à s'investir durablement dans l'agriculture. Il existe également les maladies des plantes. Au niveau socio-économique, les problèmes sont souvent liés aux accès aux intrants globaux, aux financements agricoles, ainsi qu'aux problématiques de marché qui démotivent les paysans à s'investir plus dans l'agroécologie. Mais en plus, les problèmes sont également observés sur les problématiques liés aux fonciers (manque de terres), à la disponibilité de surface (surface agricole non disponible ou insuffisante) et au niveau d'éducation dont la plupart est analphabète et il y a plus de difficulté d'apprentissage. Au niveau institutionnel, il y a également les recherches qu'ils jugent trop long et la mise en action au niveau local n'est pas assez visible, l'insuffisance de mise en réseau, et les partages et diffusion de connaissances qui sont insuffisants.

Enfin, les forêts donc les AP se trouvent généralement dans des zones très loin c'est-à-dire dans des zones très enclavées et inaccessibles. Ainsi, des études ont déjà montré que peu de financeurs/ de projets sur le développement agricole y parviennent, et même s'il existe des projets, ils sont abandonnés au bout d'un certain temps et les suivis et les accompagnements sont rares, ce qui démotivent la population riveraine à effectuer une agriculture plus durable. Mais encore, il y a actuellement le problème de migration qui s'avère être un grand problème de déforestation depuis ces dernières années. Ainsi, il y a une pluriethnicité dans la communauté et il est plus difficile de former un leader influenceur ou de leur apprendre des pratiques.

- **Session de questions/réponses et de discussions**

Les participants ont été invités à interagir par rapport à cette présentation. Les discussions (Questions et réponses) sont rapportées ci-après :

(Questions/remarques 1) : Par la représentante du MEDD :

- Compte tenu des définitions évoquées, quels sont les termes malgaches utilisés pour l'Agroécologie, l'Agriculture Biologique, l'ACI, l'Agroforesterie, Agriculture de conservation
- Quels sont les raisons pour lesquelles la population locale n'est encore pas très convaincue et très enthousiaste par l'utilisation de l'AIC ? Quel est le pourcentage des pratiquants durables de l'AIC à la fin de leur formation
- Où-est-ce qu'on en est sur la « Certification et labellisation » des productions agroécologiques, qui (où) sont les principaux marchés, et comment se fait actuellement l'intermédiation entre les consommateurs et les producteurs actuellement.
- Ça fait peur si ces pratiques AIC/AE se développent car cela semble donc donner accès au développement de l'agriculture dans les noyaux durs. Comment éviter cette situation ?

(Questions/remarques 2) Mihaja, ANAE

- Les présentations donnent de nouvelles choses et des acquis importants
- Dans la protection de la forêt et des aires protégées, c'est seulement le MEDD qui est concerné, comment pourrait-on développer de façon effective l'intersectorialité tout en intégrant tous les ministères ? Ça devrait être le lobby de nous tous, de l'ensemble des acteurs et dans les mêmes orientations.
- Pour les zones très enclavées, les acteurs devraient faire l'effort de se rapprocher de ces zones et de partager leurs expériences.
- Il faut développer une approche inclusive et ne pas se limiter aux membres des VOI. Il faut toucher l'ensemble des gens au niveau de la communauté autour des aires protégées car les enjeux et les dégradations concernent tout le monde.

(Questions/remarques 3) Rina

- Il faut davantage développer la recherche et notamment analyser jusqu'où on devrait accompagner les agriculteurs ou quel est le niveau d'accompagnement nécessaire. En effet, les agriculteurs sont trop dépendants des appuis, et sans appuis, il y a toujours des retours à zéro. Parfois, les appuis ne sont pas suffisants et ne motivent pas assez les agriculteurs. Parfois, ils n'ont pas besoins d'appuis mais juste un coup de pouce mais les acteurs insistent à des appuis plus lourds, d'où la demande auprès de la recherche d'analyser dans ce sens.
- Il faut également analyser à quel niveau d'appui pourrait-on avoir des impacts palpables.
- Parfois, pour certains appuis, et notamment dans les zones très enclavées, 50% (et même parfois plus) des dépenses sont consacrées au déplacement ou aux différentes prestations. Il y a aussi beaucoup de cas où très peu d'accompagnement directs arrivent auprès des bénéficiaires finaux.
- Les connaissances restent encore éparpillées. Beaucoup de gens (parfois même des bailleurs) ne connaissent pas encore les pratiques AIC/AE. Cela demande encore beaucoup d'informations/sensibilisations.
- Il faut définir des objectifs communs dans les différents secteurs d'activités et définir les rôles de chacun des acteurs

(Réponses 1) : Par Tahina Raharison

- Sur la labellisation, c'est encore une politique à développer pour assurer les marchés des produits agroécologiques. Le label national reste encore difficile même s'il y a eu une initiative développée dans ce sens auparavant (Label Natiora du Bamex/USAID). Au niveau régional et local, il a déjà

des initiatives qui se développent. Par exemple, les initiatives autour de Tana sur les produits maraîchers agroécologiques où il y a des demandes et des besoins. En effet, si on prend l'exemple des cultures maraîchères comme les choux, le nombre de traitements avec des produits chimiques contenant des métaux lourds est très importants (et parfois même jusqu'à la veille de la commercialisation). L'initiative actuelle est ainsi de développer des produits agroécologiques avec des traitements biologiques ou agroécologiques (limitant l'utilisation des produits chimiques), avec des structurations de marchés de produits agroécologiques se rapprochant des systèmes de label. Mais, ça reste une question à développer effectivement.

- Le développement de l'AE/AIC dans les noyaux durs : il n'y a pas de raison à se faire peur là-dessus car la protection des noyaux durs reste valable, et le développement de ces pratiques respectent ces protections. Ça va même vers la protection de ces milieux car la raison pour s'attaquer à ces milieux, c'est la perte de fertilité dans les zones de cultures. Ces milieux forestiers restent encore riches en ressources (matières organiques, fertilité des sols). L'objectif des pratiques AE/AIC est de protéger les sols de cultures et réhabiliter les sols dégradés pour que les agriculteurs ne s'attaquent pas aux zones forestières. Donc, il n'y a pas de risque dans ce sens, cela contribue à la protection des aires protégées.
- Pour les pourcentages, cela dépend vraiment des zones, et des pratiques. Il y a des pratiques qui se diffusent bien comme les techniques de basket compost dans le Sud-Est qui peuvent atteindre jusqu'à 60-70% d'adoptants. Comme un autre exemple, la fertilisation organique est aussi très développée dans les zones des Hautes terres, à plus de 80% dans la région comme Vakinankaratra, mais si on parle de la technique spécifique de lombricompost, c'est à moins de 10%. Donc, il y a aussi des pratiques qui arrivent à peine à se développer même après plusieurs années d'accompagnement.
- La première question n'a pas été répondu sur les dénominations malgaches mais quelques termes sont explicités dans ce rapport à titre d'information pour les participants (et les lecteurs du rapport) :
  - o Agriculture biologique = Voly biolojika ; vokatra biolojika
  - o Agroécologie = Pas de dénomination officielle mais certains disent : Fambolena maharitra ; fambolena mirindra
  - o Agroforesterie = Ala vadim-boly
  - o AIC = Pas de dénomination officielle en malgache mais certains disent : Fambolena miatrika ny fiovan'ny toetr'andro, miaro ny tontolo iainana.
  - o Agriculture de Conservation = Voly rakotra

(Questions/remarques 4) : Joel, Etudiant en Anthropologie

- Parfois, entre les différents acteurs, les différents formateurs, les messages sont différents. C'est aussi la raison qui mènent à des difficultés des agriculteurs pour prendre en compte les messages ou les hésitations à appliquer les techniques proposées. Est-ce qu'il n'y a pas un moyen pour définir ensemble un seul message et le faire de façon uniforme dans les différentes actions ?
- Est-ce qu'il y a aussi une possibilité de collaborer avec les acteurs étatiques et d'avoir des terrains domaniaux pour mettre en place des vitrines auprès des agriculteurs ? Il est toujours important de mettre ces dispositifs pour convaincre les agriculteurs.

(Questions/remarques 5) : Henri (Tafo Mihaavo)

- Il faut toujours aller dans le sens de rendre les agriculteurs plus indépendants, et de parvenir à la pérennisation des impacts des accompagnements. Dans ce cadre, il faut développer les chaînes

de valeurs et ne pas se limiter à l'accompagnement technique ou à l'augmentation de la production. Il faut même arriver jusqu'à la transformation.

- C'est pour cela qu'il faut intégrer les agriculteurs dans ces structures, d'où les accompagnements via les VOI (en réponse en partie à la remarque de l'ANAE) mais aussi au développement des coopératives de producteurs.
- Il faut développer plus spécifiquement le marché biologique

(Questions/remarques 5) : VOI Andasibe

- Le foncier constitue un problème majeur pour les agriculteurs autour des aires protégées car ils sont souvent occupants et non propriétaires. C'est vraiment un blocage pour développer des systèmes pérennes car les systèmes développés sont très souvent itinérants.
- Les projets sont souvent aussi limités dans le temps (3 ans). Auparavant, l'Etat a mis en place des techniciens par Commune (des moniteurs, des vétérinaires...), mais actuellement, il n'y en a plus. Ce ne sont pas les agriculteurs qui ne sont pas motivés ou qui ne veulent pas développer les acquis, mais c'est la formation/sensibilisation qui est de plus en plus limitée, ou qu'il n'y a pas de continuité dans les accompagnements, d'où l'arrêt souvent constaté en fin de projet.

(Réponses 2) : Par Tahina Raharison

- Effectivement, le constat sur les différents messages (parfois divergents) qui arrivent auprès des agriculteurs est la réalité. C'est l'objectif même de l'Atelier, c'est déjà d'avoir une vision commune sur ce que c'est l'AIC/AE et déjà de pouvoir développer les mêmes messages. Chaque participant devrait faire cet effort.
- Le développement des parcelles de démonstrations est effectivement un moyen à développer même avec les agriculteurs accompagnés (pas forcément des terrains étatiques).
- Le foncier est effectivement un problème majeur mais on aura l'occasion d'en discuter davantage durant cet atelier.
- Les projets sont effectivement limités en termes d'impacts, d'où la nécessité de développer d'autres mécanismes plus durables (qui fait aussi l'objet des discussions durant cet atelier).

Laura :

Les séances de questions et réponses pour les deux premières présentations se sont focalisées sur l'état et la perception de l'AIC/AE. Les intervenants étaient les représentants du MEDD, de l'ANAE, de ..., un étudiant en anthropologie. Des questions ont été posées mais des remarques et des suggestions ont également été évoquées durant cette séance.

Les principales questions posées concernaient les thématiques suivantes : les moyens pour empêcher les paysans riverains d'entrer dans les forêts s'ils ont besoin de plus de terres pour l'agriculture en cas de réussite de l'AIC/AE, les moyens pour intégrer l'intersectorialité dans l'AP, les moyens nécessaires pour augmenter le niveau de connaissance des paysans, les rôles des différents acteurs et parties prenantes.

Les remarques/suggestions concernaient :

- Les remarques sur l'enclavement qui est un problème mais ce sont les acteurs de développement et de conservation doivent approcher ces zones.
- Les remarques sur le fait qu'en général ce sont seulement les VOI qui bénéficient des divers avantages apportés par les acteurs de développement/de conservation, et il faudra alors effectuer une approche plus inclusive auprès de tous les paysans agriculteurs afin qu'ils bénéficient tous les avantages et de toutes les informations et qu'ils ne détruisent pas la forêt.
- Le cas le plus fréquent est que dès que le projet s'arrête, les efforts des paysans s'arrêtent également. La cause en est la dépendance aux dons et aux financements. Il faudra alors fixer des limites sur ces financements dans les projets.
- Le problème foncier est un sujet qui est très essentiel mais malheureusement n'a pas son importance du point de vue des paysans car ils ne connaissent pas vraiment sa valeur.
- Il faut mettre en place un objectif commun et uniforme pour tous les différents acteurs car un problème de multisectorialité des actions est un obstacle au développement des pratiques.

- Il faut harmoniser les acteurs : il a été suggéré d'établir une très grande base de données (consultable à tous sur un site web) où il y a le suivi des actions et des objectifs, avec un plan d'action commun.

### 3.3.2 Session 2 : Travaux de groupe « Fishbone diagram »

Cette session consiste à développer des débats/discussions et échanges dans un objectif de partage sur les différentes expériences d'introduction des pratiques AIC/agroécologiques à Madagascar autour des aires protégées : obstacles et catalyseurs à leur adoption.

**Objectifs :** Amener les participants à réfléchir aux facteurs qui conduiraient au « succès » ou à « l'échec » (effet escompté), et comment ces facteurs interagissent les uns avec les autres., ce qui fournira ensuite un point d'entrée dans la discussion sur les pratiques de l'AIC - et où elles pourraient entrer dans la carte causale, et comment elles pourraient aider à modérer les effets négatifs.

**Méthode :** Un diagramme en arête de poisson (« Fishbone diagram ») est une façon visuelle d'examiner les causes et les effets. Il s'agit d'une approche plus structurée que certains autres outils disponibles pour réfléchir aux causes d'un problème ou d'un résultat escompté. L'effet est affiché à la tête ou à la bouche du poisson (voir figure ci-dessous).

#### Etapes :

1. Départager les participants en 4-5 groupes, chaque groupe sera assez hétérogène, constitué de différentes parties prenantes (au moins un représentant des communautés locales, bailleurs, acteurs agricoles et du développement rural, acteurs de conservation),
2. Leur demander de choisir un rapporteur,
3. Leur assigner à l'un des effets escomptés suivant : 1) (-) Environnement : forêt défrichée (de par l'utilisation continue des cultures sur brulis et la recherche de nouveaux terrains arables), 2) (+) Environnement : forêt préservée (de par la sédentarisation des communautés rurales et l'utilisation des techniques agricoles plus durables), 3) (-) Insécurité alimentaire (de par la dépendance aux techniques agricoles rudimentaires a faible rendement), 4) Sécurité alimentaire (de par l'utilisation des techniques agricoles améliorées a haut rendement)
4. Leur demander de lister les différentes grandes catégories de facteurs qui ont pu contribuer à l'effet escompté,
5. Demander à chaque participant du groupe de lister les différents facteurs qui ont pu contribuer à l'effet escompté.
6. Demander au groupe de discuter les points en commun et les incohérences. Leur demander d'identifier les interactions entre les différents facteurs. Un membre du groupe OU le facilitateur prendra des notes sur ces discussions sur des feuilles mobiles.

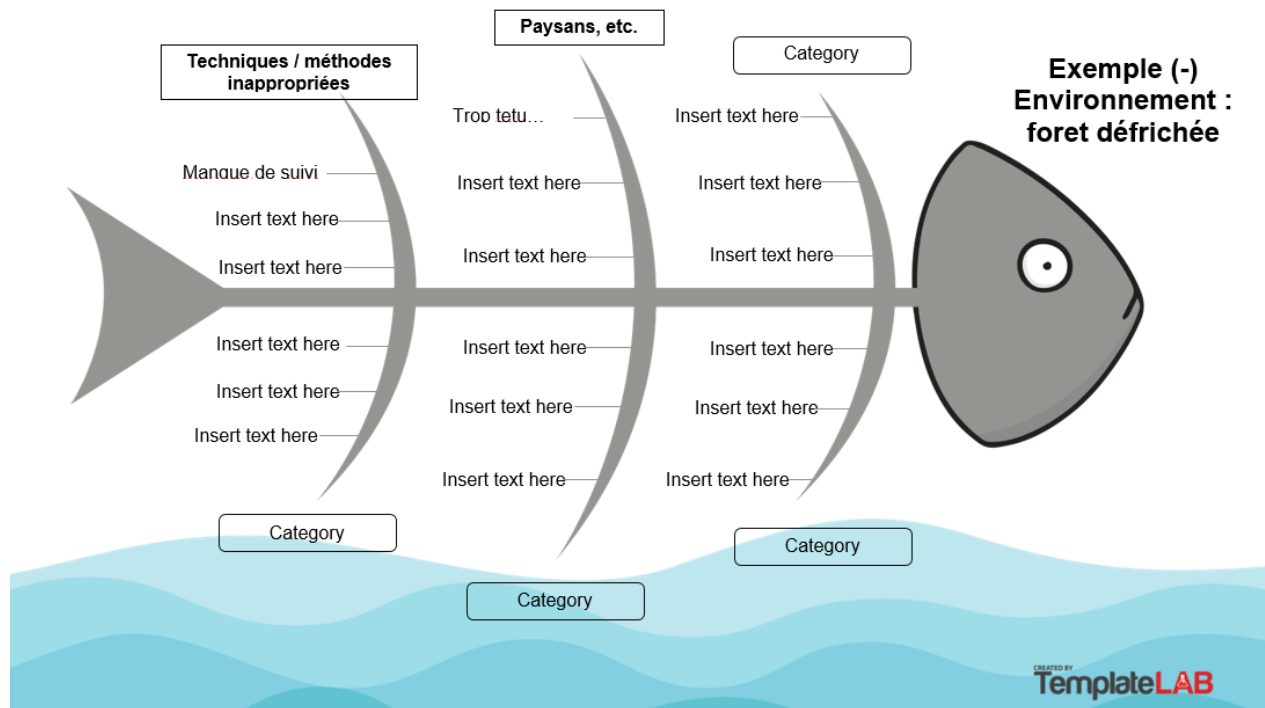
#### Matériels nécessaires :

Grand flipchart à feuilles mobiles sur les tables (un pour chaque groupe), marqueurs pour chaque personne (de préférence une couleur) et grands post-it.

Les facilitateurs s'efforceront de guider les participants et de répondre aux questions des participants sans pour autant leur suggérer des idées.

#### Exemple de l'outil pour illustration :

# FISHBONE DIAGRAM



Résultats Photos + interprétation par groupe (à compléter)

## Travaux de groupe 1 : FISHBONE DIAGRAM

Pour ce premier exercice, les participants ont été groupés de façon homogène afin de distinguer les différents besoins, perspectives et priorités de chaque groupe par rapport à l'AIC et dégager leurs propres analyses sur les facteurs de réussite et de blocages. En effet, L'objectif pour ce travail de groupe, à travers la méthode de FISHBONE DIAGRAM, était d'identifier :

- les attentes des participants en termes de d'impacts positifs sur l'environnement (notamment la déforestation) et sur la sécurité alimentaire que les stratégies et politiques de promotion de l'AIC/AE devraient apporter ou viser
- les impacts négatifs sur l'environnement et la sécurité alimentaire de l'échec de ces stratégies et politiques
- les facteurs contribuant à la réussite ou l'échec des stratégies et politiques de promotion

Ainsi, les participants ont été répartis sur quatre groupes selon les conséquences positives ou négatives sur l'environnement ou la sécurité alimentaire.

### Groupe 1 : Sécurité alimentaire

Quatre catégories de facteurs qui conduisent à la sécurité alimentaire à travers la mise en œuvre de l'AIC/AE ont été identifiées par ce groupe, à savoir :

- Facteurs économique : la création d'emploi et la sécurisation des débouchés à travers la mise en place de coopératives dans le cadre des projets sur terrain font croître les revenus et le pouvoir d'achat pour la sécurité alimentaire
- Facteurs environnementaux / techniques:

- les techniques de lutte contre l'érosion et de restauration des sols permettent d'augmenter la surface des terres arables pour l'agriculture
  - la mise en place d'un plan d'aménagement et d'utilisation des sols (dans le temps et dans l'espace) permet de mieux gérer les surfaces agricoles pour éviter l'agriculture itinérante
  - production durable malgré qu'elle soit atteinte non pas aux premières années mais sur le long terme
  - augmentation de la productivité et de la diversité des produits menant à une meilleure disponibilité des denrées alimentaires et l'amélioration de la qualité des semences et l'autonomie en semences
- Facteur social :
- l'AIC vise la pérennisation et la durabilité, et ceci sous plusieurs conditions, telles que la sécurisation foncière et la mise à jour des schémas d'aménagement

## **Groupe 2 : Insécurité alimentaire**

Les participants ont identifié six facteurs d'insécurité alimentaire à travers la mise en œuvre de l'AIC/AE :

- Facteurs social :
- la résistance au changement de la part des agriculteurs qui est due à la recherche d'assurance que la nouvelle technique promue est efficace, c'est-à-dire, à avoir les résultats pour être convaincu
  - l'impatience face au fait que les meilleurs résultats s'obtiennent sur le long terme, ce qui les pousse à revenir vers les techniques habituelles
  - La sensibilisation :
    - les niveaux d'éducation sont disparates et ainsi, une même formation ou sensibilisation est perçue de manière très différente, ce qui réduit sa réussite
    - les participants estiment qu'il y a un manque de promotion des techniques et de sensibilisation visant le changement de comportement
    - ils ont également déploré le manque de sensibilisation ou d'éducation à l'alimentation saine ou comment consommer leurs produits
    - le manque de suivi et de sensibilisation environnementale sont également remarqués
- Sur l'aspect technique, les participants ont estimé que les techniques d'AIC ne répondent pas encore aux réels besoins des agriculteurs
- Moyens à disposition :
- le manque de moyens matériels tels que les intrants et l'outillage limite les agriculteurs dans l'application des techniques qui leur ont été enseignées
  - les faibles moyens financiers des agriculteurs formés peuvent les pousser à ne pas assister à la formation s'il n'y a pas d'indemnisation, pour aller travailler
- Les incidences des chocs climatiques, telles que les catastrophes naturelles peuvent annihiler les efforts fournis et détruire les récoltes
- Facteurs stratégiques et politiques :
- dans certains cas, le regroupement pour assister aux formations ou pour adhérer à une association n'est pas volontaire, et parfois motivés par l'argent / le gain et non la volonté d'apprendre et d'appliquer la technique

- l'insécurité foncière empêche les agriculteurs d'investir sereinement et durablement sur leur terrain par peur qu'il leur soit retiré dans le futur
- les participants estiment que l'AIC n'est pas une priorité pour les autres secteurs et ministères sectoriels
- les stratégies et politiques de promotion de l'AIC ne solutionnent pas encore la dépendance des agriculteurs aux PTF pour pouvoir implémenter les techniques enseignées

### **Groupe 3 : Environnement – Forêts protégées**

Les facteurs identifiés ont été classés sous cinq groupes, à savoir :

- L'approche technique:
  - la meilleure approche pour promouvoir et transmettre l'AIC/AE doit commencer par un diagnostic sur terrain pour que les formateurs maîtrisent :
    - les structures et dynamiques sociales en place
    - l'identification des paysans pilotes qui seront des exemples pour le reste de la communauté
    - ciblage des personnes les plus vulnérables (pauvres) et qui induisent le plus de pressions, octroi de formation et d'appui significatif à long terme (environ 30 ans)
    - prendre le temps nécessaire pour vraiment transmettre et faire adopter les techniques
    - les spéculations existantes
  - l'implication et la collaboration des CTD dans la promotion, la sensibilisation est nécessaire. Les CTD doivent également participer dans le suivi de la mise en œuvre du projet
  - il est conseillé de ne pas changer drastiquement la spéculation et/ou les techniques déjà utilisées par les bénéficiaires
  - un suivi régulier et fréquent est nécessaire
  - mettre en place des recherches collaboratives, c'est-à-dire avec une réelle participation des agriculteurs
  - la collaboration et la transparence dans la gestion des projets et des fonds est nécessaire à tous les niveaux
- concernant la sensibilisation, celle-ci doit adopter un langage clair et facile à assimilé pour les paysans
- Facteurs économiques :
  - la création de coopératives et la mise en relation avec le secteur privé pour l'assurance des débouchés pour réduire la dépendance aux ressources naturelles

### **Groupe 4 : Environnement – Forêts protégées**

Onze (11) groupes de facteurs menant à la dégradation des forêts même dans le cadre de l'application de l'AIC ont été identifiés par ce groupe, qui se présente comme suit :

- Economie : la pauvreté est le moteur qui rend les communautés très dépendantes des ressources naturelles
- Humain :
  - le manque de confiance en soi ou en les nouvelles techniques
  - l'explosion démographique et la migration augmentent les besoins et fait se concentrer les pressions sur les ressources naturelles dans les zones forestières

- Infrastructures : le manque d'infrastructures et des services publics dans les zones rurales exacerbent la dépendance aux ressources naturelles
- Marché : les fortes demandes en essences forestières et la forte demande urbaine en biomasse énergie incitent l'exploitation forestière
- Agriculture commerciale
- Finance : les familles rurales souffrent d'une faible autonomie financière
- Politique :
  - l'existence de politiques sectorielles défavorables à l'AIC et l'environnement
  - le faible niveau de connaissance sur la législation en vigueur
  - la politique politicienne
  - la superposition des droits fonciers exacerbant l'insécurité foncière
  - existence de politiques favorisant les inégalités
- Accompagnement :
  - une absence de conseil et d'accompagnement tout le long du processus d'adoption et de pratique de l'AIC est déplorée
  - les vitrines de démonstration pour convaincre les bénéficiaires sont peu nombreuses
  - les moyens techniques et financiers à disposition des bénéficiaires sont encore insuffisants
  - la faible surface des propriétés agricoles incite à la recherche et l'exploitation de nouvelles terres, souvent aux dépens de la surface forestière
- Il existe des pratiques et des traditions contradictoires aux valeurs de la conservation qui persistent encore ou qui sont induits par d'autres projets. D'où la nécessité du diagnostic préliminaire. D'autre part, le respect des tabous est primordial pour une acceptabilité sociale du projet et aussi pour identifier certains tabous qui contribuent à la conservation

### **3.3.3 Session 3 : Les différents instruments politiques d'accompagnement de l'agroécologie / AIC potentiels pour les communautés riveraines des aires protégées à Madagascar**

Une fois que les premiers travaux de groupes ont permis de créer une dynamique de partage entre acteurs, et de voir les différents contextes en faveur (+) ou en défaveur (-) de la protection de la forêt et de la sécurité alimentaire, ainsi que les perspectives d'intégration de l'AIC/AE, il est aussi important d'analyser les instruments politiques d'accompagnement.

Cette section a été composée des parties suivantes :

- **Présentation par les organisateurs :**

C. Quels sont les différents instruments politiques d'accompagnement de l'agroécologie / AIC auprès des communautés riveraines des aires protégées à Madagascar ? (Présentation par Tahina Raharison, Consultant national en AIC)

Dans les enquêtes et entretiens menées auparavant, selon beaucoup d'acteurs, les accompagnements au travers des projets constituent le principal moyen d'accompagner les actions de promotion de l'AE. Or, très souvent, ces projets sont limités dans le temps (3-5 ans), limités dans l'espace (ne touche jamais l'espace national) et avec des cibles limitées.

Divers types de politiques publiques, mécanismes de diffusion et mécanismes incitatifs d'accompagnement de l'AE ont été utilisés et potentiels à Madagascar, potentiels également pour les actions autour des Aires protégées :

- Accompagnements directs des agriculteurs : Accompagnement direct (Formation- Information – sensibilisation, mise en place technicien, formation acteurs publics...) ; Appui accès direct aux semences, plants, autres intrants, et aux matériels (financement ou subvention direct intrants (semences, plants et autres) ou matériels agricoles ; avance d'intrants au travers du mécanisme de fond revolving ou de remboursement à la récolte...) ; Financement de la transition AE (financement de la transition vers pratiques AE/AIC)
- Amélioration de l'environnement de production : Amélioration de l'environnement direct à la production (sécurisation foncière, amélioration de l'accès en semences/plants et intrants, amélioration de l'accès en matériels...) ; Accès aux services (financement agricole, services de formation-appuis techniques, informations liées au climat, ...)
- Mécanismes et financements environnementaux : Conventions des Nations Unies (application directives du CCNUCC, application directives CNLD, application directives CBD) : Mécanismes de financement (PSE – Paiement pour les Services environnementaux, fond vert pour le climat, marché du carbone, autres ???)
- Politiques ou mécanismes axées sur le marché : Marchés des produits AE (création de marché local et/ou régional, création de label national...) ; Mise en lien avec l'agribusiness (agriculture contractuelle) (mise en lien avec des acteurs privés, promotion de l'entrepreneuriat rural, responsabilité sociale et environnementale (RSE) entreprises...) ; Lien avec les labels liés au marché international (label AB pour le marché international, initiatives de commerces équitables, label Rainforest Alliance...) ; Lien avec l'AB marché national (initiative TVAB, développement du SPG...)
- Politiques transversales et institutionnelles : Accompagnement par la mise en place d'un cadre législatif (intégration dans politiques sectorielles, traduction des engagements internationaux à des initiatives nationales, cadre législatif spécifique...) ; Approche paysage (approche BVPI, approche paysage, approche sous BV, ...) ; Mécanismes de concertation nationale (plateformes nationales thématiques, mécanismes de concertation multi-acteurs et multisectoriels thématiques...) ; Mécanisme de concertation régionale et gouvernance territoriale (schémas d'aménagement territoriaux, développement d'une dynamique de territoire, plateformes régionales et/ou concertation régionale...)

#### ● Session de questions/réponses et de discussions

Les participants ont été invités à interagir sur cette présentation avant les travaux de groupe.

(Questions/remarques 1) : Dolimon et autres acteurs

- Par rapport à la sécurisation foncière, qui constitue un facteur de blocage important, qu'est-ce qu'il faut faire au niveau des politiques publiques ?
- Pour l'harmonisation des interventions des acteurs, est-ce qu'il y a une Base de données qu'on peut consulter sur site web : pour partage des acquis, qui sont les acteurs, les partenaires techniques et financiers, quels sont les résultats d'actions, les données... avec des données coordonnées par l'Etat.

(Questions/remarques 2) : Représentant GIZ (Marc Spiekermann)

- Pour les plateformes de concertation nationale : est-ce qu'il y a des sources d'informations pour connaître qui travaillent avec qui ? est-ce qu'il y a des objectifs communs, des projets communs... ?

(Réponses) : Par Tahina Raharison

- Pour les questions sur les fonciers, on va l'aborder durant les travaux de groupe
- Sur la base de données, chaque acteur a leur base de données mais gérée de façon éparpillée. Il y a des études en cours (des études institutionnelles) et une étude sur la situation nationale aussi (MINAE/AFD). Quant à la base de données nationale et accessible, il y a une initiative développée par le GSDM (en ligne : Bdd Manamora). Pour l'instant, ce n'est pas suffisamment alimenté par les acteurs pour pouvoir donner une situation nationale mais des réflexions sont en cours pour le faire évoluer.
- Pour les plateformes de concertation nationale, il y a différents types de plateformes. Elles sont nombreuses avec différents acteurs (pouvant se recouper ou non), avec des thématiques différentes, mais avec les mêmes finalités dans l'accompagnement pour le développement durable. L'objectif est de trouver un moyen de converger les efforts vers des actions communes et d'avoir plus de partage sur les acquis de ces différentes plateformes. On peut citer quelques-uns :
  - o La TFNAC (Pilotage MINAE/FAO) pour le développement, le partage et la mise à l'échelle de la diffusion de l'AIC. C'est une plateforme assez ouverte et qui a des objectifs et des projets communs... Elle regroupe davantage les acteurs du développement agricole en accompagnement à l'AIC/AE.
  - o Le FCA (Forum de conseil agricole) - pilotée par l'AFAAS international et qui est une organisation autour des conseils agricoles au sens plus large mais intégrant l'accompagnement de l'AIC/AE (regroupant donc des acteurs du développement agricole)
  - o Le GTCC (Groupe de travail sur le Changement climatique) qui a aussi des objectifs communs et des projets communs. Il regroupe davantage des acteurs environnementaux autour de la sensibilité climatique.
  - o Le Mouvement SUN (Scaling up nutrition) regroupant différentes plateformes autour de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (dont la plateforme HINA des sociétés civiles, la plateforme MIKASA de la recherche et la plateforme Anjaramasoandro des opérateurs privés). C'est aussi des plateformes avec des objectifs communs, des thématiques communes et développant davantage l'agriculture sensible à la nutrition.

### **3.3.4 Session 4 : Travaux de groupe 2 : Cartographie conceptuelle : Evaluation des différents instruments politiques d'accompagnement de l'Agroécologie/AIC**

Cartographie conceptuelle : Évaluation des différents instruments politiques d'accompagnement de l'agroécologie / AIC dans différentes zones d'intervention à Madagascar (surtout ceux initiées par les acteurs de la conservation au sein des aires protégées) et les différents critères déterminant leur réussite.

**Objectifs:** Réflexion sur les différents instruments politiques d'accompagnement de l'agroécologie / AIC dans différentes zones d'intervention à Madagascar (surtout ceux initiées par les acteurs de la conservation au sein des aires protégées), leurs forces et faiblesses (OU pros ou cons OU différents facteurs qui leur sont favorables ou défavorables en utilisant l'outil de « forcefield analysis ») et les différents critères déterminant leur réussite (critères utilisés pour évaluer un ensemble d'instruments afin de déterminer lequel est le plus susceptible d'offrir la meilleure solution.

**Différents instruments politiques** à analyser :

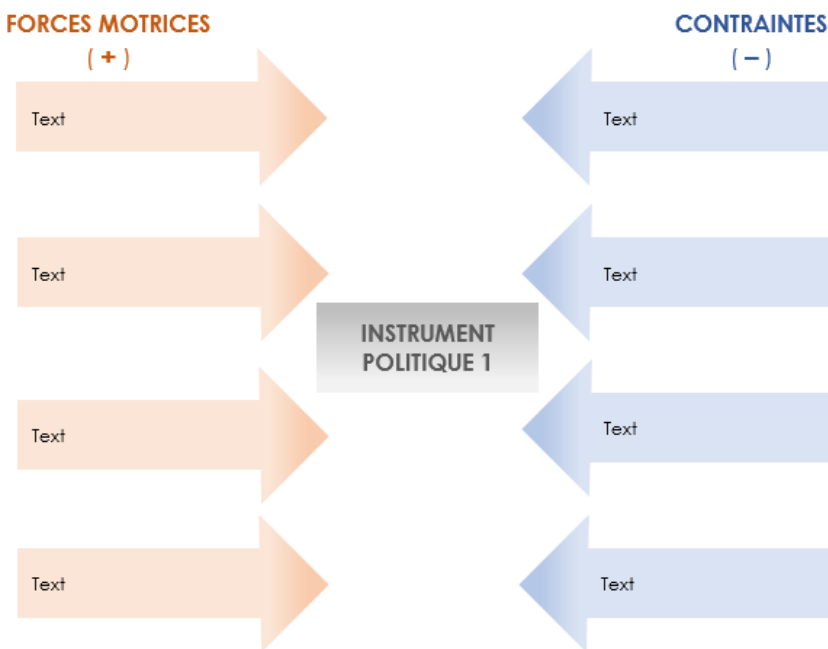
1. Appui à l'accès aux intrants (ex. semences) et matériels,
2. Mécanismes de financement (ex. PSE, subventions, fond carbone, fond vert pour le climat, etc.),
3. Information, sensibilisation
4. Sécurisation foncière

5. Politiques axées sur le marché (ex. partenariat avec le privé – RSE, certification, TVAB/SPG en lien aux produits AB, label national, label international, etc.)
6. Approches et mécanismes de concertation (Approche paysage, approche BVPI, etc.)

**Étapes :**

1. Préparez la salle en affichant deux feuilles de flipchart (avec le « forcefield analysis » - Voir figure ci-dessous sur une feuille, et les critères sur une autre feuille) dans cinq postes séparés autour de la salle, avec un instrument politique sur chaque poste.
2. Clarifier le sujet à discuter (leur demander de lister différentes forces et faiblesses de chaque instrument d'accompagnement, et critères déterminant leur réussite), Leur demander aussi de donner un score de 1 à 5 pour chaque critère selon leur importance.
3. Demandez aux participants de se promener dans la salle et de se rassembler autour d'un flipchart dont ils ont connaissance. Soyez clair qu'il doit toujours y-avoir pas moins de quatre et pas plus de 7 personnes à chaque flipchart. Une fois sur place, les participants discutent du sujet et donnent leurs réflexions collectives pendant 5 minutes maximum.
4. Au bout de cinq minutes, inviter tout le monde à déambuler vers une autre station, lire ce que le premier groupe a écrit et conférer avec ceux qui s'y sont promenés afin d'ajouter d'autres commentaires à la feuille. Ce processus peut être répété jusqu'à ce que toutes les feuilles soient remplies. Il n'est pas nécessaire que chaque personne visite chaque station.

**Modèle de flipchart à compléter :**



Résultats Photos + interprétation par groupe (à compléter)

## **TRAVAIL DE GROUPE : Forces et Obstacles des différents instruments politiques**

Le second travail de groupe s'est focalisé sur l'identification des forces et des obstacles de différents instruments politiques qui pourront encourager l'adoption de l'AIC/AE par les communautés autour des AP. En total, six instruments politiques ont été choisis par les organisateurs durant les phases préparatoires. Ces instruments politiques ont été issus des divers ouvrages et études déjà effectués sur l'adoption de l'AIC/AE. Ainsi, six groupes ont été formés par les participants de l'atelier pour évaluer, selon leurs expériences dans leurs divers domaines et selon leurs différents points de vue les catalyseurs et les obstacles à ces différents instruments politiques dans l'adoption de l'AIC/AE. Les groupes ont été formés selon les types de participants : un groupe pour les VOI, pour les conservateurs, pour les bailleurs, pour les agriculteurs .... Chaque groupe passait par chaque tableau où les six instruments politiques ont été affichés (PHOTO) pour évaluer, selon leurs expériences dans leurs divers domaines et selon leurs différents points de vue les catalyseurs et les obstacles à ces différents instruments politiques dans l'adoption de l'AIC/AE.

### **❖ Instrument politique 1 : Information et Sensibilisation**

**(+) Catalyseurs** : La méthode d'information de sensibilisation devrait être surtout de manière illustrée (des figures, des photos...), le langage utilisé doit être simple et compréhensible au niveau local et au niveau social. Les cibles doivent également être spécifiques. La thématique doit être maîtrisée et un(des) technicien(s) doivent être placés en permanence sur les lieux pour faciliter la transmission des informations et la sensibilisation.

**(-) Contraintes** : Les méthodes pour transmettre les informations ou leurs contenus même ne sont pas adaptés au contexte local et à la culture locale. L'accès aux moyens d'informations sont aussi difficile (distance des réunions...). Et les supports sont parfois inadaptés ou incompréhensibles par les cibles. Enfin, les informations transmises ne répondent pas nécessairement aux problématiques de la zone, ce qui rend difficile son adoption.

### **❖ Instrument politique 2 : Appui à l'accès aux intrants (ex : semences) et matériels**

**(+) Catalyseurs** : L'accès aux microcrédits faciliterait l'accès aux intrants. La proximité de l'accès à ces intrants est aussi très essentielle pour la durabilité des pratiques. Et ces matériels et semences doivent également répondre aux besoins ou aux problèmes spécifiques des paysans et de la zone. Pour cela, des conseils spécifiques, diversifiés et adaptés doivent se faire de façon régulière auprès des paysans pour les motiver. Et les résultats des recherches doivent être exploitables et ils doivent être partagés et diffusés pour être appliqués. La promotion de l'agriculture biologique (compost, engrais organique, lutte biologique...) est également très suscitée et est un catalyseur. Enfin, il faut arrêter d'effectuer des dons d'intrants mais il faut se focaliser sur des méthodes plus durables.

**(-) Contraintes** : Le cas le plus fréquent, qui est une contrainte majeure, est que les intrants introduits par les formateurs/les intervenants dans l'adoption de l'AIC/AE, ne se conforme pas aux besoins locaux ou ne répondent pas aux problématiques sociales ou pédo-climatiques du milieu. Les critères des bénéficiaires doivent alors être revus. Alors, même s'ils sont introduits, leur durabilité n'est pas assurée. Une autre contrainte se trouve au niveau de l'accessibilité des intrants. En effet, les intrants introduits initialement lors des formations (souvent donnés) ne sont pas accessibles sur le lieu, sur le marché local ou dans les proximités. Ou alors leurs coûts sont élevés et la capacité d'investissement des paysans ne peuvent pas se les permettre. La formation sur les différentes pratiques est également insuffisante, pourtant certains intrants/matériels nécessitent des savoir-faire spécifiques et des normes à suivre pour être efficace. Enfin, les intrants/matériels ne soulèvent parfois que la problématique du rendement agricole et n'est alors pas respectueux de l'environnement. Ces intrants sont qualifiés de POPs (Polluants organiques persistants) qui dégradent de façon lente l'environnement. Enfin, on remarque une absence d'intersectorialité dans les accès aux intrants.

### **❖ Instrument politique 3 : Mécanismes de financement (ex : PSE, subventions, fond carbone, fond vert pour le climat etc)**

**(+) Catalyseurs** : Il existe encore plusieurs partenaires potentiels en termes de financement dans ce domaine. De plus, les ressources en agriculture sont en grande quantité. Et le réseautage va permettre d'élargir les connaissances, d'augmenter les capacités et savoirs-faires, d'obtenir des opportunités et d'attirer les bailleurs sur les zones potentielles.

**(-) Contraintes :** Les procédures sont difficiles, et les conditions et les contreparties pour bénéficier des financements sont multiples et cela empêche les agriculteurs de les accepter par craintes. Les financements sont toujours de nature collective mais jamais individuel, et il est difficile de gérer plusieurs personnes. Les thématiques sont également généralement destinés uniquement aux VOI et les autres agriculteurs non membres de VOI ne sont pas comptabilisés. Parfois, les financements n'arrivent pas au niveau local. Enfin, il est difficile d'appliquer le consentement à payer compte tenu de la pauvreté de la population.

❖ **Instrument politique 4 : Politiques axées sur le marché ex : partenariat avec le privé, RSE, certification, label international ...**

**(+) Catalyseurs :** La facilitation des certifications/des normes pour les produits est un facteur qui encouragerait la mise en place de l'AIC/AE. La facilitation de l'accès au marché, notamment la construction des routes surtout pour les zones très enclavées, est un catalyseur essentiel pour l'intégration de l'AIC/AE. La mise en place et l'entrée dans une coopérative des agriculteurs est également un moyen efficace. Mais aussi, la recherche de marché par les projets qui œuvrent dans l'AIC/AE facilitera l'accès au marché. Enfin, l'intégration de l'AIC sera assurée si les marchés des produits sont assurés car cela assurera la continuité des investissements.

**(-) Contraintes :** Les collecteurs sont monopoles au niveau local. Et le prix des produits est très bas, ce qui ne rentabilise pas leur investissement. La qualité des produits n'atteint pas les normes et la qualité demandés sur le marché, et parfois ces normes ne sont même pas connues par les agriculteurs. Et si des contrats ont été assignés au début, ils ne sont pas respectés. Il y a également le coût de certification des produits qui peut être cher et la capacité financière des agriculteurs ne peut pas satisfaire ces besoins. Les informations sur l'accès au marché ne sont généralement pas vulgarisées et les paysans ne savent pas. En plus, soit les agriculteurs n'entrent pas dans des coopératives, soit il n'existe pas de coopérative. Pourtant, ces coopératives pourront être un bon point pour leur visibilité dans l'accès au marché. Les zones enclavées et difficiles d'accès sont également un problème pour faciliter le marché. Enfin, un autre problème est l'inexistence d'un guide national RSE pour les secteurs privés.

❖ **Instrument politique 5 : Sécurisation foncière**

**(+) Catalyseurs :** Il faut valoriser les occupants. Il faut également promouvoir les différents projets sur la sécurisation foncière comme le Projet CASEF, le projet « Titre Vert » .... Les associations des agriculteurs faciliteront également d'assurer la sécurisation foncière, et il donc nécessaire de les promouvoir.

**(-) Contraintes :** Les contraintes sont surtout remarquées au niveau de l'Etat et de sa structure. En effet, les discussions ont révélé qu'il y a d'abord la manque de volonté politique dans le secteur, il y a également le manque de décret d'application, l'inapplication effective de la loi, la multiplication de la corruption, le changement des structures au niveau de l'Etat ce qui attarde les démarches, l'insuffisance de la décentralisation, la nouvelle loi sur la PPNT, la structuration floue de deux circonscriptions (domaine et topographie), actualisation des documents topographiques, informations non vulgarisées. Les contraintes au niveau social sont également observées : l'insuffisance de sensibilisation pour la sécurisation foncière, les problèmes d'héritages, le coût cher pour l'achat de terres ou pour les titrer, la non-connaissance des procédures qui sont d'ailleurs compliquées.

❖ **Instrument politique 6 : Approches et mécanismes de concertation (Approche paysage, approche BVPI...)**

**(+) Catalyseurs :** La promotion des moyens financiers pour les pratiques est nécessaire. Il faut également tenir compte des documents cadres (SAC, planification...). Il est aussi primordial de valoriser les structure existantes (VOI, association paysanne) dans ces approches. La diffusion et l'information sont aussi importante car ce domaine n'est pas encore assez connu comme important. Il faut également une stratégie de pérennisation adéquate et développer une plateforme opérationnelle.

**(-) Contraintes :** Les multisectorialité des acteurs qui agissent rendent la mise en œuvre des programmes difficile. Les ressources humaines ne sont également pas adaptées car il est nécessaire d'avoir une expertise interdisciplinaire dans ce domaine. Les acteurs qui œuvrent dans le domaine sont encore insuffisants. Et on remarque également une disparité des plateformes ainsi que les approches : il y a distinction des approches territoires.

## **Laura - SCEANCES DE Q&R (Travail de groupe)**

Compte tenu de l'évaluation des catalyseurs et des contraintes de ces différents instruments politiques, les questions sur la sécurisation foncière ont suscité des discussions plus élargies. Un représentant des services de domaine présent dans l'atelier a suggéré aux acteurs de se regrouper et ainsi de représenter ensemble les problèmes sur la question et de suggérer des propositions. Il a également été suggéré une vulgarisation des informations sur la sécurisation foncière, telle que la digitalisation : une base de données accessible à tous sur les terres déjà titrées pour diminuer le taux de corruption dans le pays.

Un des sujets qui a suscité beaucoup de discussions et de remarques est le problème d'intersectorialité. En effet, cela est même observé au niveau même des ministères. Par exemple, le MEDD interdit l'utilisation des POPs et des intrants chimiques qui sont pourtant utilisés dans le secteur agricole, et dont le Ministère de Commerce autorise l'importation sous couvert de Ministère des Finances et de Budget. Et le foncier entre toujours dans n'importe quel domaine agricole ou environnemental. Et cette intersectorialité est aussi observée auprès des secteurs privés, des ONGs et des différents acteurs.

Un des objectifs de cet atelier était d'alimenter la stratégie nationale de mise à l'échelle de l'adoption de l'AIC/AE. Cette action est déjà en cours actuellement avec différents intervenants (FAO, MinAE, TFNAC...). Mais les acteurs environnementaux dans ces actions ne sont pas nombreux. Cet atelier a alors pu regrouper beaucoup d'acteurs environnementaux qui discutent sur le sujet. Et une approche intersectorielle a déjà été entamée vu la problématique qui revient souvent mais cela s'arrête uniquement par des échanges de données (vision commune, atelier). Certes, une descente sur champs pour les appliquer n'a pas encore été réalisée dans cet approche. Ainsi, le verrouillage institutionnel est le principal défi actuel pour l'approche intersectoriel.

Enfin, quant à la suite de l'atelier, il a été mentionné plusieurs fois le partage des informations qui se sont sorties durant l'atelier. D'un côté, les informations doivent arriver au niveau local. Et de l'autre côté, elles doivent parvenir à l'Etat pour qu'il soit alerté pour prendre ses responsabilités pour qu'il n'y ait plus disparité des intervenants des différents acteurs. Les actions doivent ainsi être centralisées au niveau de l'Etat.

### **3.3.5 Session 5 : Remarques et points de vue pour conclure l'Atelier**

Différents commentaires ont été émis en guise de conclusion à cet Atelier :

(Point de vue/remarque 1) : Cet atelier est très important et il ne faut pas se limiter à cet atelier mais mener aussi des réflexions dans les zones cibles et au niveau des bénéficiaires. On peut aussi développer les moyens de sensibilisation comme la radio...

(Point de vue/remarque 2) : L'intervenant a réitéré aussi l'importance de l'Atelier et de l'Agroécologie qui promeut à la fois la sécurité alimentaire et protège l'environnement. Les problèmes d'intersectorialité sont effectifs et il faut des solutions. On peut aussi citer l'exemple du Ministère de finance qui gère les budgets. Il faut des sensibilisations à ce niveau aussi car même s'il y a des Ateliers comme cela et que les acteurs sont sensibilisés, le budget de l'Etat est aussi orienté par le Ministère des finances et du budget.

(Point de vue/remarque 3) : L'emprise du foncier est très importante. Il fut de l'écoute de la part de l'Etat dans ce sens. De même, c'est aussi des problèmes au niveau des services topographiques. Il s'agit d'un problème de digitalisation et d'actualisation topographique. Les informations nécessaires à ce niveau devraient être vulgarisées.

(Point de vue/remarque 4 - Tahina) :

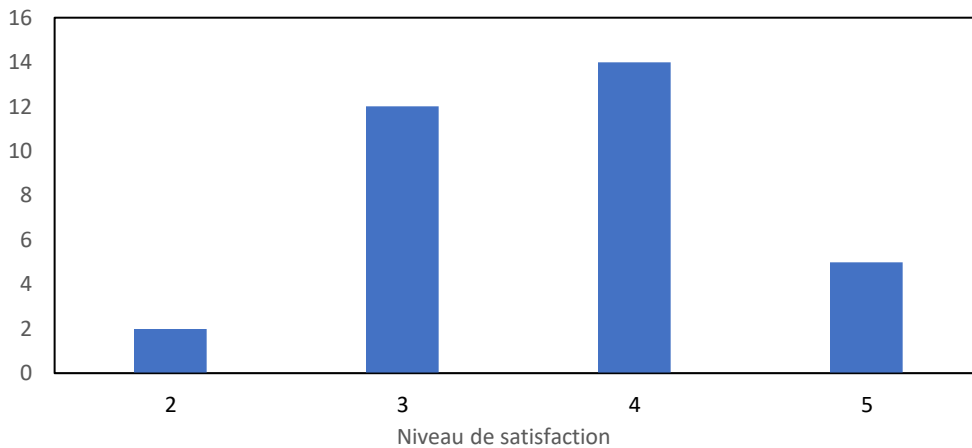
- Les objectifs de cet Atelier sont atteints notamment pour les deux premiers (1) décrire l'état de la pratique de l'AIC/agroécologie à Madagascar, notamment axée sur les communautés autour des aires protégées, comprendre les perceptions locales, et co-identifier les catalyseurs et facteurs de blocage à leur adoption, (2) Échanger des expériences et co-développer des réflexions sur les instruments politiques pour soutenir la transition agroécologique des communautés rurales autour des aires protégées.

- Le troisième objectif est d'alimenter la stratégie nationale de mise à l'échelle de l'adoption des pratiques AIC/ agroécologiques à Madagascar et favoriser une approche intersectorielle et coordonnée des différentes initiatives sur le domaine. Dans ce sens, cet atelier est très important car la mise à jour de la stratégie et plan d'actions de mise à l'échelle de l'AIC/AE est actuellement menée au niveau de la TFNAC. La TFNAC regroupe actuellement une quarantaine d'institutions et à cause de la sectorisation évoquée, il y a très peu d'acteurs environnementaux. L'Atelier a pu regrouper aussi une quarantaine (ou cinquantaine ??? cf fiche de présence) avec plus d'acteurs environnementaux, dont les résultats des réflexions apportent sûrement des plus pour la stratégie/plan d'action de mise à l'échelle de l'AIC/AE.
- L'intersectorialité n'est pas encore effective. Même s'il y a des efforts entre les Ministères, il faut que ça soit aussi entre les différents réseaux d'acteurs. Il faut que cela se traduise en action. C'est vraiment les actions sur terrain qui devraient marquer ces intersectorialités. Beaucoup d'efforts seront à fournir dans ce sens.

## 4 Evaluation et Recommandations

### Attentes et leur satisfaction : 4 en moyenne

Dans sa globalité, l'atelier a satisfait les attentes des participants, même si certaines attentes sortaient du cadre de l'atelier.



1: Pas satisfait 2: Peu satisfait 3: Moyennement satisfait 4: Satisfait 5: Très satisfait

Les participants ayant rapporté une satisfaction faible ont eu des attentes assez différentes de l'objectif général de l'atelier, à savoir :

- la présence de décideurs et une prise de décision sur la sécurité foncière durant l'atelier
- partage de bonnes pratiques et réseautage

Une partie des participants moyennement satisfaits ont également eu des attentes assez différentes de l'objectif général de l'atelier et surtout focalisés sur l'aspect technique de l'AIC / AE, notamment:

- une formation technique sur l'AIC / AE et autres nouvelles techniques agricoles
- une formation sur la création d'emplois dans le cadre de projets sur l'AIC/AE
- la clarification et distinction sur les terminologies utilisées en AIC
- l'identification de solutions pratiques liées à l'AIC à mettre en œuvre au niveau local pour la lutte contre la malnutrition et pour appuyer la conservation

- la sensibilisation et la promotion de la création de projets sur les nouvelles techniques agricoles à Madagascar
- entendre la voix de communautés locales autres que celles de MNP et les raisons ou non de l'appropriation des techniques vulgarisées
- le partage et échange d'expériences

Les attentes d'une autre partie des participants moyennement satisfaits et la totalité de ceux qui sont très satisfaits ont eu des attentes qui cadrent parfaitement dans l'objectif général de l'atelier et sont orientés vers les points particuliers suivants :

- l'identification de la meilleure stratégie pour faire adopter l'AIC par les agriculteurs et l'appliquer avec succès, surtout pour ceux qui dépendent des ressources naturelles et vivent dans ou autour des Aires Protégées
- une meilleure compréhension de la diversité d'instruments politiques pour soutenir l'AC/AE
- Comprendre l'enjeu et l'état actuel des politiques sur l'AIC et les stratégies qui vont être menées
- établir une politique à mettre en œuvre pour faciliter l'adoption de l'AIC au travers des AP
- une prise de connaissance des stratégies
- un approfondissement des stratégies de promotion des techniques agricoles
- trouver des stratégies et des approches pour la promotion et la réussite/l'efficacité de l'AIC auprès des agriculteurs qui vivent des RN ou qui vivent dans et autour des AP
- l'identification des solutions aux problèmes de mise en œuvre de l'AIC
- savoir comment les autres acteurs appliquent les stratégies de promotion de l'AIC et les techniques d'AIC
- se familiariser avec le secteur AIC/AE
- réseautage

Les participants ayant exprimé des attentes hors cadre de l'atelier ont quand même déclaré que l'atelier est allé au-delà de leurs attentes. Il en ressort que l'atelier a identifié et répond aux besoins des différents acteurs au sein de la promotion de l'AIC. Néanmoins, on remarque une très grande demande par rapport à la mise en application au niveau local, le réseautage, et l'adéquation des politiques et stratégies par rapport aux réalités sur le terrain.

### Série de présentation

Trois présentations ont constitué les parties de l'atelier précédant les exercices de groupe. Leur objectif était de mettre les participants au même niveau d'information et de partager les informations de bases pour les discussions de groupe.

Titre de la présentation	Clarté	Enrichissant	Répond aux attentes
Comment se présente la situation actuelle des pratiques AIC/agroécologiques à Madagascar?	4	4	4
Les perceptions paysannes sur les obstacles et catalyseurs de ces pratiques	4	3	3
Quels sont les différents instruments politiques d'accompagnements de l'agroécologie/AIC auprès des communautés riveraines des AP?	4	4	3

En général, toutes les présentations étaient claires et sont moyennement enrichissantes. Par rapport aux attentes, la première présentation a un score plus élevé. En effet, le thème de cette présentation a été

très attendu par les participants. Pour la deuxième et la troisième présentation, leur réponse moyenne aux attentes et le fait qu'elles soient plus ou moins enrichissantes pourraient s'expliquer par :

- la différence des expériences ou des opinions des participants sur les perceptions paysannes ou bien ils s'attendent à des données plus enrichies
- les attentes tournées vers des applications sur le terrain et l'aspect technique
- le manque de temps pour pouvoir approfondir et échanger sur chaque thème

### **Exercices d'échange**

Les travaux de groupe ont visé à collecter de manière structurée les contributions des participants pour la co-production des politiques et des stratégies sur la base de leurs expériences et les informations partagées lors des séries de présentations. Les méthodologies des travaux de groupe étaient assez nouvelles pour les participants. Pour le premier exercice, les participants ont été groupés de façon homogène tandis que pour les deux derniers exercices, les différentes catégories de participants ont été mélangées. Apart l'expression de leur propre avis, ces travaux de groupe devaient aussi permettre aux participants de connaître le point de vue de leurs propres collègues et aussi ceux des autres groupes de parties prenantes. Les exercices d'échanges ont été évalués de façon à savoir à quel point ils ont été enrichissants. Les deux premiers travaux de groupe, Fishbone diagram et Forcefield analysis, ont été enrichissant pour les participants. Le dernier exercice sur l'outil de décision à critères multiple a été moins enrichissant (noté à 3 sur 5), probablement en raison du rythme très rapide et le temps qui a manqué pour approfondir les discussions et les restitutions.

### **Logistique et organisation de l'atelier.**

En général, les participants sont satisfaits sur l'ensemble de la logistique.

La facilitation a été appréciée et les participants ont en général estimé un niveau de participation satisfaisant. Par contre, la gestion du temps et le rythme n'ont pas été bien notées. Quelques problèmes techniques pour mettre au point l'interprétation pour les participants en ligne ont un peu retardé le début de l'atelier. Après la première présentation, la séance de question-réponse qui s'en est suivi a accaparé un certain temps, dû au très grand intérêt manifesté par les participants qui ont déjà commencé à échanger les idées avec enthousiasme.

### **Remarques et suggestions**

- Insister sur les clarifications des définitions et des terminologies de l'AIC et l'AE et l'explication des politiques et stratégies afférentes à leur promotion.
- Pour certains, l'atelier a eu trop peu de temps consacré à expliquer le contenu et la finesse de chaque instrument, ce qui a rendu l'évaluation difficile.
- Certains participant n'ont pas vu de suite à donner concrets à la fin de l'atelier.
- Cet atelier devrait approfondir les discussions qui sont très intéressantes. Le rythme était trop rapide et le temps insuffisant pour mieux échanger et exprimer toutes les idées. La durée des travaux en groupe était trop réduit or ils traitaient des thématiques très vastes. Des participants ont estimé qu'il aurait été plus enrichissant d'aller plus finement sur certains aspects uniquement afin de sortir du *business as usual* et des généralités – par exemple les préjugés sur les paysans qui portent trop de responsabilités vis à vis de la déforestation.
- L'évaluation des critères était vraiment trop difficile à réaliser pour certains participant car les instruments ont été trop peu décrits et les stratégies/outils sont très diverses. Les travaux en sous-groupe ont été une bonne idée d'outils de facilitation mais leur réalisation a été un peu confuse. Par exemple, pour le Forcefield Analysis, l'idéal est qu'un facilitateur reste sur le même poster pour co-construire et restituer.
- Répliquer l'atelier dans d'autres Régions et continuer l'initiative jusqu'à la réalisation sur terrain pour renforcer les connaissances des paysans. Egalement, il faut (i) renforcer la diffusion de l'atelier/ses résultats à travers la presse et les médias, et (ii) faciliter plus d'échanges et prises de paroles de représentations de l'Etat.

- Capitaliser les résultats de l'atelier auprès des autorités centrales afin d'avoir plus d'impacts plus exactement afin de créer l'appropriation considérer plus l'approche local au niveau CTD (promouvoir la gouvernance local)
- Inviter les décideurs lors des prochains ateliers, plus spécifiquement ceux du domaine foncier



## 5 Bibliographie

- ALTIERI M.A. (1995), *Agroecology: the science of sustainable agriculture*, Westview Press, Boulder, CO, USA.
- ALTIERI M.A. (2000), "Agroecology: principles and strategies for designing sustainable farming systems," *Agroecology in action*.
- ALTIERI M.A., NICHOLLS C.I., HENAO A. and LANA M.A. (2015), "Agroecology and the design of climate change-resilient farming systems," *Agronomy for sustainable development*, vol. 35, n°3, pp. 869-890.
- FAO, 2008. *Agriculture de conservation*. Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs. [En ligne] URL : <http://www.fao.org/ag/ca/fr/>
- FAO, 2013. *Climate-Smart Agriculture: Sourcebook*. Rome, Italy: Food and Agriculture Organization of the United Nations. <http://www.fao.org/3/a-i3325e.pdf>
- FRANCIS C., LIEBLEIN G., GLIESSMAN S., BRELAND T. A., CREAMER N., HARWOOD R., SALOMONSSON L., HELENIUS J., RICKERL D., SALVADOR R., WIEDENHOEFT M., SIMMONS S., ALLEN P., ALTIERI M., FLORA C., POINCELOT R., 2003. *Agroecology: The Ecology of Food Systems*. *Journal of Sustainable Agriculture - Volume 22, 2003 - Issue 3*.
- GLIESSMAN S.R. (2007), *Agroecology: the ecology of sustainable food systems*, CRC press.
- HOLT-GIMÉNEZ E. (2010), "De la crise alimentaire à la souveraineté alimentaire, le défi des mouvements sociaux," *Alternatives Sud*, vol. 17, pp. 3.
- RABEFARIHY A. T., RAHARINJANAHARY H., TSIMISANDA H.-M., RANDRIARILALA T., RAKOTOMAVO T., URENA-LARA F., DAVID-BENZ H., ORBELL C., SIRDEY N., HERLANT P., TEFFT J., 2021. *Profil des systèmes alimentaires – Madagascar. Activer la transformation durable et inclusive de nos systèmes alimentaires*. Rome : FAO, 32 p. ISBN 978-92-5-134979-3
- RAHARISON T., 2020. *Cartographie et documentation des points d'entrée de l'AC aux cadres de développement nationaux*. MAEP, TFNAC/FAO, 27p.
- RAHARISON T., 2021. *Cartographie des ressources en connaissance et en financement de l'Agriculture de Conservation*. MAEP, TFNAC/FAO, 29p.
- RAHARISON T., 2021. *Analyse de la transition agroécologique des systèmes alimentaires à l'échelle nationale. Le Cas de Madagascar*. TAFS « Transition to Agroecological Food Systems »-CIRAD, 52 p.
- RAHARISON T., 2022. *La situation nationale en agroécologie en couplage avec les recherches afin d'orienter ProSilience*. GIZ-ProSol-ProSilience – DUEM/BMZ, 90p.
- RAHARISON T., RASOLOMANJAKA J., RAZAKA M., RAKOTONDRAMANANA, 2016. *Rapport de capitalisation : Projet d'Appui National Agro-écologie*. GSDM/AFD, 112 p.
- RAKOTONDRAMANANA, HUSSON O., ENJALRIC F., 2010. *Documentation et synthèse de l'Agriculture de Conservation à Madagascar*. FAO, Antananarivo.
- WEZEL A., BELLON S., DORE T., FRANCIS C., VALLOD D., DAVID C., 2009. *Agroecology as a science, a movement and a practice. A review*. *Agronomy for Sustainable Development*, Springer Verlag/EDP Sciences/INRA, 2009, 29 (4), pp.503-515. [ff10.1051/agro/2009004ff](https://doi.org/10.1051/agro/2009004ff). [ffhal-00886499f](https://doi.org/10.1051/agro/2009004ff)

## 6 Annexe

### Liste des participants (n=50)

Institution	Nom	Nombre de participants
Gouvernement	Direction Générale du Développement Durable au sein (DGDD) du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) ; Direction des Aires Protégées, des Ressources Naturelles renouvelables et des Ecosystèmes (DAPRNE) au sein du MEDD ; Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MinAE) ; Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Élevage (DRAE) ; Service Environnement, Climat et Réponses aux Urgences (SECRU) au sein du MinAE ; DEEE au sein du Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers (MATSF) ; Promouvoir une Agriculture Durable par l'Approche Paysage (PADAP)	9
Organismes internationaux	DURRELL, GIZ, GIZ PROSOL, GIZ Forests4Future, Conservation International, Wildlife Conservation Society (WCS), Rainforest Trust, Money for Madagascar	9
Organismes nationaux	IMPACT Madagascar, ONG SADABE, TAFO MIHAOVO, Madagasikara Voakajy, Ecovillage Madagascar, Association Nationale d'Actions Environnementales (ANAE), Association TOSIKA, Madagascar National Parks (MNP), CEDAR	11
Secteur privé	Haingo Consulting	3
Société civile	Comptable	1
Chercheurs / Université	ESSA-Forêt, CIRAD/FOFIFA, FIFAMANOR, IRD France, Université d'Antananarivo (Faculté de Droit et d'Anthropologie)	10
Communautés locales	VOI MMA Andasibe, Technicienne AGR, VOI Maromizaha, VOI TAMAMMIFF, VOI Mifampitsinjo Miarinarivo Itasy	5

DUE (1), ENI (1) ?